

RAPPORT DE L'ENQUETE SUR LES INTENTIONS DE RETOUR DES REFUGIES NIGERIANS DANS LA REGION DE DIFFA

Contenu

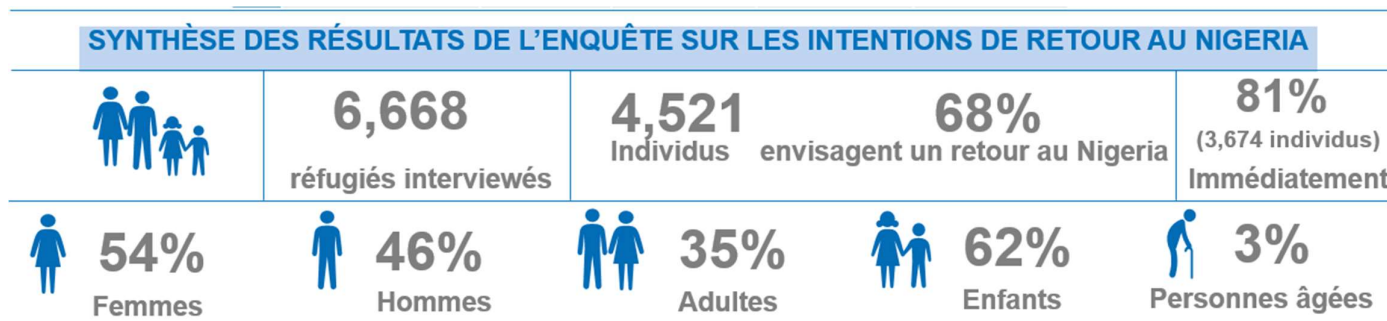
1. Résumé Exécutif.....	3
2. Introduction.....	4
3. Objectifs de l'enquête	4
3.1. Objectif général :	4
3.2. Objectifs spécifiques :	4
3. Méthodologie	5
3.1. Couverture géographique et population cible	5
3.2. Représentativité de l'échantillonnage	5
3.3. Questionnaire utilisé pour l'enquête	6
3.4. Déroulement de l'enquête.....	6
3.4.1. Formation des enquêteurs et travail sur les sites	6
3.4.2. Enquête sur le terrain.....	7
3.5. Traitement des données récoltées	7
3.6. Limites de l'enquête.....	7
4. Résultats.....	7
4.1. Profil des réfugiés interrogés	7
4.2. Flux de déplacement des réfugiés.....	7
4.3. Profil socio professionnel des réfugiés	8
4.4. Information sur le pays d'origine	8
4.4.1. Les moyens d'information.....	8
4.4.2. Types d'informations souhaitées	8
4.5. Intentions de retour	8
4.5.1. Motivations pour le retour volontaire	9
4.5.2. Raisons justifiant le souhait de ne pas retourner	9
4.5.3. Les périodes probables de retour	9
4.6. Structure de la population réfugiée ayant l'intention de retourner.....	10
4.7. Possession de la documentation civile.....	10
4.8. Conditions de retour/rapatriement volontaire.....	10
4.9. Vulnérabilité des populations	11
5. Conclusion	11

1. Résumé Exécutif

Le présent rapport présente les principales conclusions d'une enquête sur les intentions de retour conduite auprès des réfugiés Nigériens vivant dans la région de Diffa et réalisée entre août et septembre 2021. Rechercher des solutions durables au déplacement fait partie intégrante du travail et du mandat du HCR, y compris par le retour volontaire en toute sécurité et dans la dignité. Le retour volontaire est un droit fondamental de chaque réfugié. Le HCR, dans le cadre de son approche participative, croit fermement à l'écoute des réfugiés hommes, femmes, filles, et garçons, et guide sa prise de décision sur la base de l'expression de leurs espoirs, souhaits, et intentions en vue de garantir un meilleur choix des solutions durables.

Ce rapport présente les résultats et offre des informations sur les profils des réfugiés, les caractéristiques de déplacement et les intentions de retour. L'objectif est d'examiner et de fournir des données fiables afin d'assurer un retour des réfugiés, s'ils le souhaitent, dans toute dignité et sécurité, et mieux orienter la prise de décision relative à la mise en œuvre des solutions durables pour les populations déplacées à Diffa.

Le graphique ci-dessous fait une synthèse des résultats issues de l'enquête.



2. Introduction

Les Etats du Bassin du Lac Tchad font face, depuis plus d'une décennie, à une crise sécuritaire et de protection qui affecte sévèrement les civils. Située au Sud-Est du pays, à environ 1 500 Km de Niamey la capitale du Niger, la région de Diffa, du fait de ses frontières avec le Nigéria et le Tchad, est devenue un des épicentres de la crise humanitaire. En effet, les incursions fréquentes des Groupes Armés Non-Etatiques (GANE) posent plusieurs problématiques majeures de déplacements forcés avec de sérieux défis de protection dans la région depuis 2013.

Au 31 Août 2021, environ 129 835 réfugiés Nigériens¹ sont enregistrés dans la région de Diffa et proviennent majoritairement des états fédérés de Borno, Yobé et Adamawa. Parmi eux, près de 26 000 réfugiés se trouvent au camp de Sayam Forage, créé depuis 2014. Selon les données de l'enregistrement biométrique, les femmes et les enfants représentent 78% de la population réfugiée de Diffa.

La signature d'un Accord Tripartite entre les deux gouvernements (Niger et Nigéria) et le HCR est en cours de finalisation pour assurer le retour volontaire des réfugiés dans la dignité et la sécurité. C'est dans ce cadre qu'une enquête a été planifiée pour recueillir les intentions de retour des réfugiés dans leurs zones d'origine ou de provenance, une fois que toutes les conditions seront réunies. Selon le plan initial des deux autorités (nigériennes et nigérianes), le retour facilité des réfugiés nigériens devrait commencer le 23 novembre 2021. Dans ce contexte, l'ONG Développement, Equité, Durabilité et Innovation (DEDI) a été sollicitée par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour réaliser une enquête sur les intentions de retour des réfugiés nigériens dans la région de Diffa.

3. Objectifs de l'enquête

3.1. Objectif général :

L'objectif général de l'enquête est de procéder à la collecte des intentions de retour volontaire des réfugiés dans leurs pays d'origines.

3.2. Objectifs spécifiques :

Cette enquête avait plusieurs objectifs devant permettre de mieux comprendre d'une part, les intentions et les obstacles au retour, et d'autre part, les besoins et les attentes des réfugiés vis-à-vis de l'accompagnement au retour par l'ensemble des parties prenantes (acteurs humanitaires, gouvernements de deux pays). Il s'agit entre autres de :

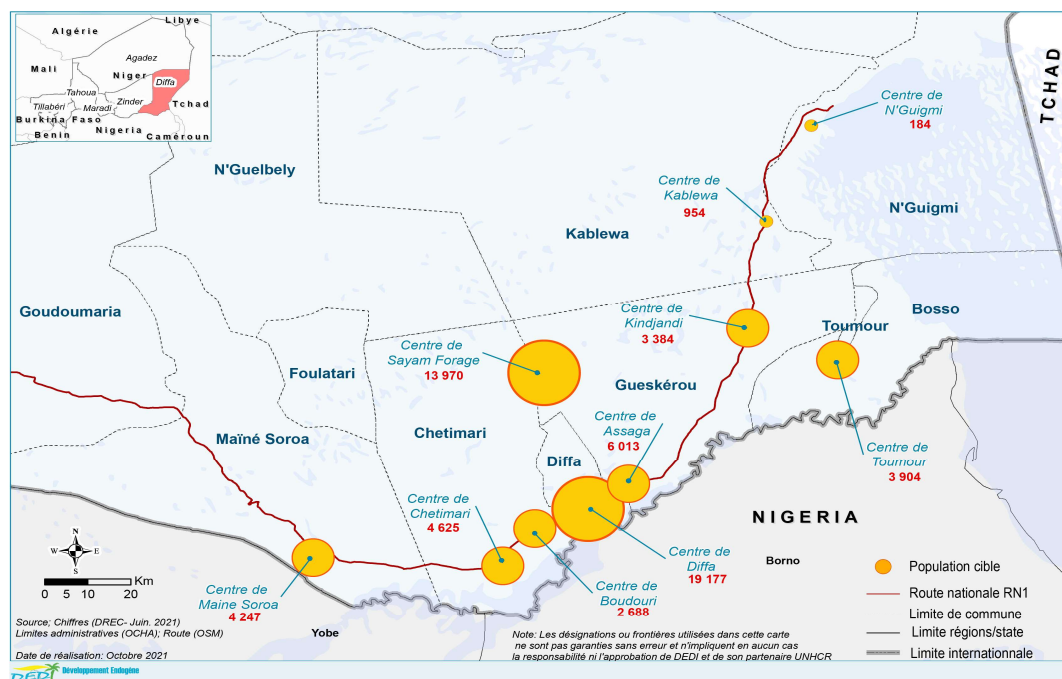
- ✓ Déterminer le nombre de réfugiés nigériens ayant l'intention de retourner dans leurs localités d'origine ou zone de provenance au Nigéria ;
- ✓ Connaître et documenter les motivations de la décision de retour des réfugiés ;
- ✓ Déterminer la période dans laquelle les réfugiés ont l'intention de rentrer dans leur pays d'origine ;
- ✓ Connaître les lieux de destination et les zones de retour pour ceux qui veulent rentrer ;
- ✓ Evaluer les besoins prioritaires relatives aux retours ;
- ✓ Evaluer les besoins potentiels des réfugiés une fois arrivés dans leurs zones d'accueil ;
- ✓ Collecter des informations complémentaires relatives au retour volontaire facilité par le HCR et ses partenaires, les gouvernements du Nigéria et du Niger ;
- ✓ Collecter les informations sur les raisons et les motivations de l'absence de l'intention du retour.

¹ Chiffre de la DREC du 31 Août 2021

3. Méthodologie

3.1. Couverture géographique et population cible

L'enquête a été menée au camp Sayam Forage et dans 09 localités ou centres d'enregistrement dont 04 pour la première phase (Diffa ville, Chétimari, Boudouri et Mainé-Soroa) et 5 pour la seconde (Assaga, Kablewa, Kintchandi, N'Guigmi et Toumour).



L'enquête a été menée à l'échelle de l'individu, avec comme cibles des personnes qui sont en mesure de répondre aux questions posées, âgée d'au moins 18 ans. Tenant compte de ces critères, la population pouvant prendre part à cette enquête selon les chiffres récents de la DREC s'élevait à un total de 48,130 personnes.

3.2. Représentativité de l'échantillonnage

Pour déterminer un échantillon représentatif, l'échantillonnage stratifié avec allocation proportionnelle a été appliqué avec comme formule de calcul d'échantillon :

$$n1 = \frac{t^2 \times p(1 - p)}{e^2}$$

T=est le niveau de confiance de 99%, p=probabilité de 50% et e=la marge d'erreur de 1%. Pour un meilleur ajustement, on tient compte du taux de non-réponse (TNR) de 10% et d'effet de sondage (DEFF) qui est de 1 pour les plans d'échantillonnage aléatoires simples. La taille de l'échantillonnage est de **6325** individus repartis pour les 10 centres d'enregistrement retenus pour les différentes phases de l'enquête comme l'indique le tableau ci-dessous.

N°	LOCALITE	18-59	60+	TOTAL	Echantillon
1	MAINE	3012	279	3291	397
2	DIFFA	13609	1247	14856	1790
3	SAYAM FORAGE	9272	607	9879	1190
4	CHETIMARI	3282	301	3583	432
5	BOUDIRI	1908	174	2082	251
6	ASSAGA	5507	506	6013	943
7	KABLEWA	875	79	954	150
8	KINTCHANDI	3100	284	3384	531
9	N'GUIGMI	169	15	184	29
10	TOUMOUR	3576	328	3904	612
	TOTAL	44310	3820	48130	6325

Pour le tirage des individus, l'échantillonnage aléatoire a été employé. Tous les individus de ménages avaient une probabilité connue et non nulle d'être sélectionnés pour faire partie de l'échantillon à enquêter au sein d'une même strate² tout en respectant les tranches d'âge, aboutissant à la liste des individus à enquêter sans risque de duplication.

3.3. Questionnaire utilisé pour l'enquête

Le questionnaire utilisé est structuré autour de plusieurs thématiques. Au sein de chaque thématique se trouvait une série de questions fermées permettant de capturer au mieux les réponses des personnes en tenant compte à la fois des besoins de l'enquête mais aussi des problématiques et des spécificités identifiées par les réfugiés eux-mêmes. Les différentes thématiques sont :

- ✓ Données sociodémographiques
- ✓ Documentation civile
- ✓ Dynamiques de déplacement
- ✓ Intentions et conditions de retour
- ✓ Vulnérabilité des populations.

3.4. Déroulement de l'enquête

3.4.1. Formation des enquêteurs et travail sur les sites

DEDI a travaillé avec 20 enquêteurs et les agents de la Commission Nationale d'Eligibilité (CNE) pour la supervision. À la suite d'une formation de deux jours sur la protection internationale, le questionnaire et l'utilisation des tablettes pour la collecte des données, un test a été effectué sur le site urbanisé de Diffa en présence du chef de Sous-délégation du HCR de Diffa. Ensuite, la CNE a effectué des visites de chaque site et informé tous les gestionnaires et présidents des réfugiés de cette activité.

² Centre d'enregistrement: Assaga, Kablewa, Kintchandi, N'Guigmi et Kablewa

3.4.2. Enquête sur le terrain

La collecte des données s'est faite sur les tablettes à travers l'application Kobo Collect et concernait uniquement les personnes sélectionnées ayant donné leur consentement éclairé. Elle a été effectuée entre le 06 septembre au 01 octobre 2021 par 20 enquêteurs formés et déployés dans chacune des 10 localités, sous la responsabilité directe de l'équipe DEDI avec l'appui de la commission Nationale d'Eligibilité (CNE) et sous la supervision de l'unité d'enregistrement du HCR.

3.5. Traitement des données récoltées

L'équipe de gestion de l'information DEDI et l'unité d'enregistrement HCR ont eu la charge du traitement et de l'analyse des données. Des contrôles internes de cohérence des données ont été régulièrement effectués et les données ont été analysées avec les logiciels SPSS et Excel.

3.6. Limites de l'enquête

Bien que la représentativité soit assurée, l'enquête a été faite sur base d'un échantillonnage plutôt que sur l'ensemble des réfugiés.

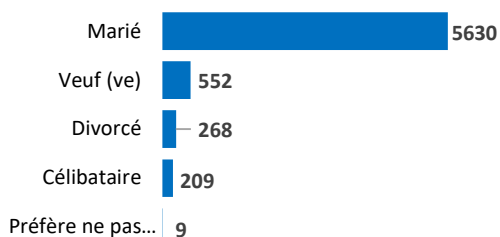
Plusieurs problèmes dont les conditions de sécurité, les enlèvements, la nature des documents d'état civil, l'absence de documentation adéquate ont retardé le processus.

4. Résultats

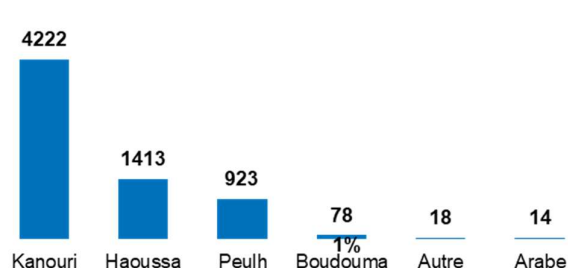
4.1. Profil des réfugiés interrogés

Au total, 6 668 réfugiés, dont 3,573 femmes (54%) et 3,088 hommes (46%) ont été enquêtés.

Statut matrimonial des enquêtés

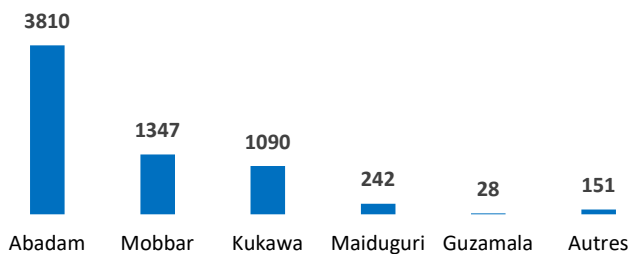


Répartition par ethnie



4.2. Flux de déplacement des réfugiés

Les réfugiés interrogés sont majoritairement originaires de 3 états au Nord-Est du Nigeria notamment de Borno, de l'Adamawa et celui de Yobé et plus spécifiquement de cinq (05) Local Government Area (LGA) qui sont Abadam, Mobbar, Kukawa, Maiduguri et Guzamala (cf fig). Ces zones demeurent des foyers de tension et des théâtres des opérations des GANE.



4.3. Profil socio professionnel des réfugiés

42% des réfugiés ont répondu qu'ils exerçaient de nouvelles activités depuis leur arrivée au Niger et 57% n'auraient pas accès aux activités. Leurs anciennes activités ne seraient plus réalisables en raison du conflit, du déplacement et de la perte de leurs moyens de production. 95% des répondants ayant une occupation au Niger ont besoin de l'assistance du HCR pour une réintégration professionnelle à leur retour au Nigeria. Sur le plan éducatif, 41% des enfants des réfugiés vont à l'école tandis que 58% n'y ont pas accès. Ceux des enfants qui fréquentent n'achèvent pas leurs études du fait des conditions précaires de leurs parents et 87% d'entre eux ont besoin de l'appui du HCR pour obtenir ces certificats d'études.

En ce qui concerne les formations professionnelles, 9% seulement des réfugiés les ont suivies au Niger. Parmi les réfugiés qui ont fait des formations professionnelles au Niger, seulement 3% en ont obtenu un certificat et 89% ont sollicité l'appui du HCR pour l'obtention de ce document.

4.4. Information sur le pays d'origine

4.4.1. Les moyens d'information

Les réfugiés enquêtés ont exprimé le désir d'avoir plus d'informations sur les conditions de vie dans les régions d'origine. Ces informations seront déterminantes dans leur prise de décision finale. Ci-bas les différents moyens d'information dont ils disposent.



4.4.2. Types d'informations souhaitées

Les différents types d'informations recherchées par les réfugiés sont relatives à l'aspect sécuritaire (45.5%), aux services sociaux de base et opportunités économiques (34.6%), à la présence des autorités civiles et/ou traditionnelles (32.6%), ainsi qu'à leurs membres de famille restés au Nigéria (31.2%). 99% des répondants souhaiteraient avoir des informations supplémentaires sur la situation sécuritaire et les dispositions pratiques du rapatriement volontaire, notamment la logistique, la période planifiée pour le début de cette opération.

4.5. Intentions de retour

Selon les données de l'enquête, 68% des réfugiés interrogés envisagent un retour dans leur pays d'origine tandis que les 32% ne souhaitent pas retourner au Nigéria, et voudraient continuer à bénéficier de la protection internationale. Parmi les candidats au retour, 94% tiennent à retourner dans leur village de départ contre 6% qui aimeraient changer de lieu. Aussi, 83% des candidats au retour souhaitent regagner la maison/appartement où ils vivaient avant leur déplacement. Ces personnes expriment en effet le souhait de retourner sur leur lieu d'origine, mais ne sont pas à même de pouvoir le faire. Les problématiques principales pour leur retour sont d'ordre sécuritaire et économique.

3 mois (Court terme)

478

4.5.1. Motivations pour le retour volontaire

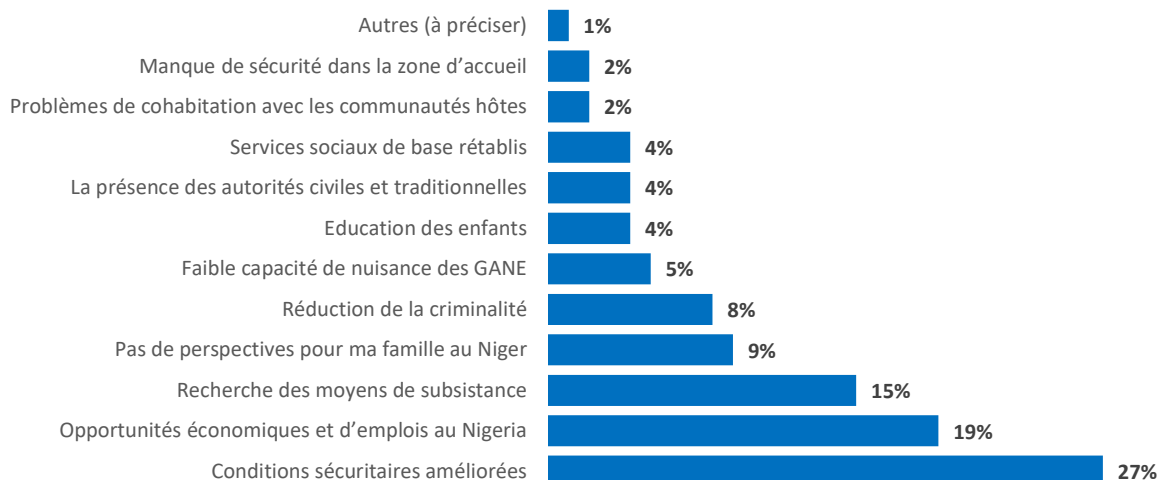
6 mois (Moyen terme)

292

1 an et plus (long terme)

160

La proportion des réfugiés interrogés ayant déclaré leur intention de retourner dans leur pays d'origine est principalement motivée par les conditions sécuritaires améliorées (27%), les opportunités économiques et d'emplois au Nigéria (19%), la recherche de moyens de subsistance (15%), le manque de perspectives pour leur famille au Niger (9%).



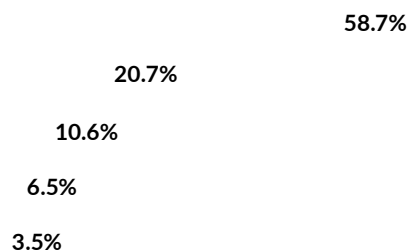
4.5.2. Raisons justifiant le souhait de ne pas retourner

Les raisons le plus souvent évoquées pour justifier le souhait de ne pas retourner pour l'instant sont : l'insécurité (36%), la peur, la crainte et le traumatisme (19%), l'absence de l'autorité de l'Etat dans la zone de retour (9%), la criminalité élevée (7%), le manque d'opportunités économiques (6%). D'autres raisons non moins importantes sont la meilleure qualité de services dans la zone d'accueil, la peur des tracasseries des GANE, ceux qui sont déjà partis déconseillent de le faire, le manque de reprise de l'économie dans la zone de retour, peu d'informations sur la situation dans le pays de retour pour faciliter la prise de décision.

4.5.3. Les périodes probables de retour

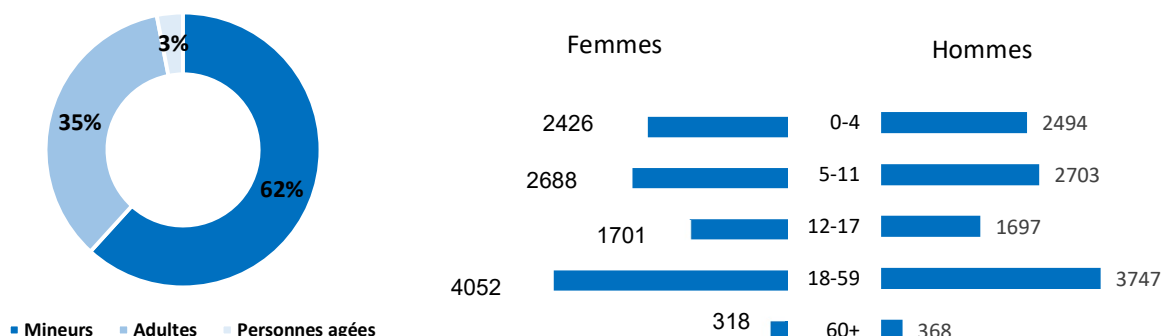
Des 4.521 personnes qui envisagent un retour, près de 59% pensent y retourner à court terme c'est-à-dire à moins de 3 mois.

Quand pensez-vous rentrer ?



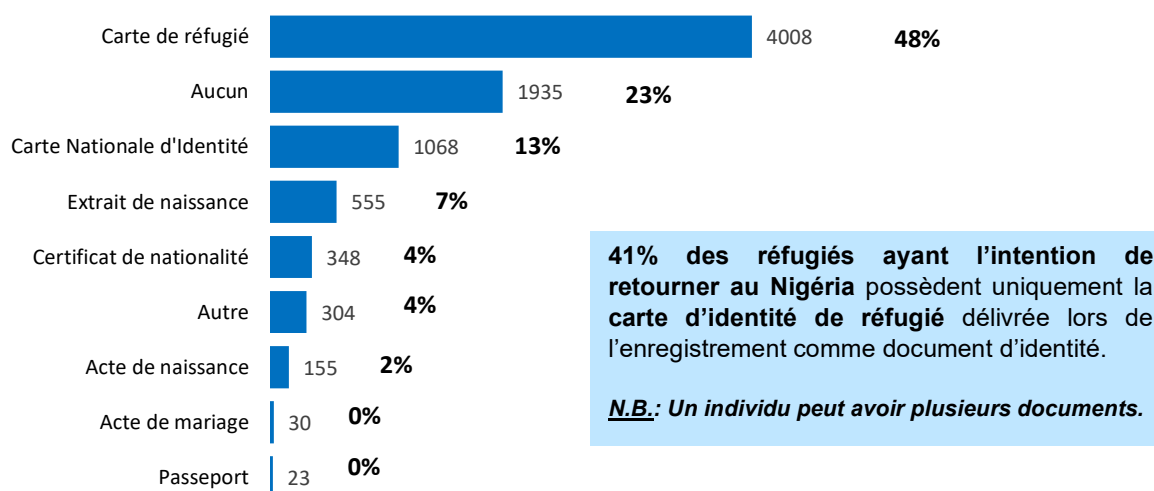
4.6. Structure de la population réfugiée ayant l'intention de retourner

Les 4.521 répondants souhaitant retourner au Nigeria appartiennent à 2,629 ménages. 6 mineurs de sexe féminin chefs de ménages en font partie.



4.7. Possession de la documentation civile

La plupart des réfugiés ayant l'intention de retourner au Nigéria ne possèdent que des documents issus de l'enregistrement comme document d'identité. La figure ci-dessous montre la proportion des différents types de documents d'état civil détenus par les réfugiés, un individu pouvant posséder un, plusieurs ou aucun type de document.



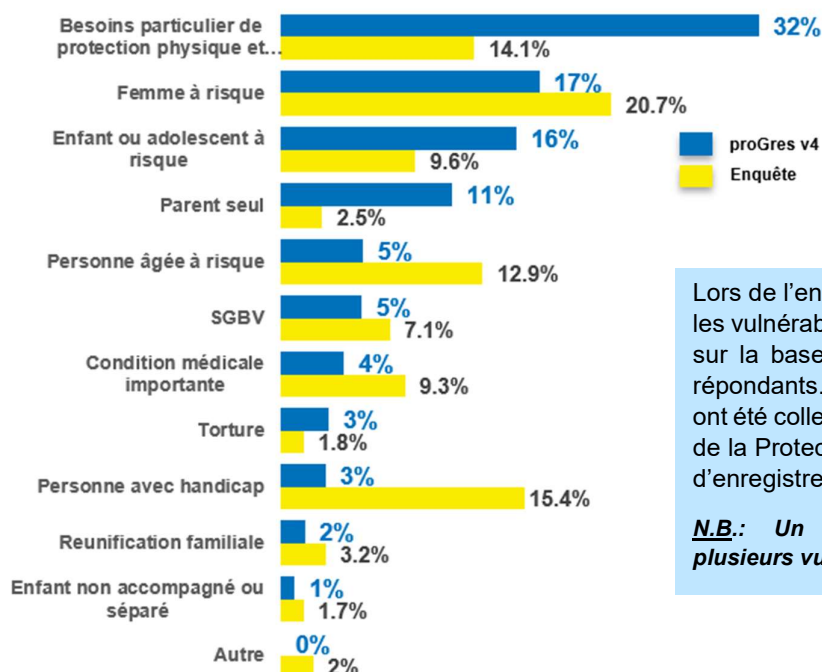
4.8. Conditions de retour/rapatriement volontaire

La priorité pour faciliter le retour reste la sécurité dans les localités d'origine. En effet, 99% des répondants souhaiteraient avoir les informations supplémentaires sur la situation sécuritaire et les dispositions pratiques du rapatriement notamment la logistique, la période planifiée pour le début du rapatriement. En marge de cela, les réfugiés ont ajouté comme besoins prioritaires l'alimentation (47%), l'accès aux activités génératrices de revenus (AGR) (43%) ou à d'autres formes d'emploi / générateur de revenus, la réparation des maisons, la sécurité.

4.9. Vulnérabilité des populations

Les vulnérabilités ont été collectées du point de vu des réfugiés eux-mêmes. De ce fait, les données de l'enquête font état de 54% de personnes ayant moins un besoin spécifique ; une personne pouvant avoir un ou plusieurs besoins spécifiques.

En comparant avec les données de proGres, nous avons la situation suivante :



Lors de l'enquête, les données sur les vulnérabilités étaient collectées sur la base des déclarations des répondants. Celles dans proGres ont été collectées par les collègues de la Protection lors des exercices d'enregistrement.

N.B.: Un individu peut avoir plusieurs vulnérabilités.

5. Conclusion

L'objectif général de cette enquête était de collecter les intentions de retour des réfugiés nigériens dans la région de Diffa. D'après les résultats de l'enquête, 68% des réfugiés ont l'intention de retourner dans leur pays d'origine. Parmi ces derniers, 94% tiennent à retourner dans leur village de départ contre 6% qui aimeraient changer de localité. Une proportion importante des réfugiés voulant partir (environ 59%), constituée des membres des familles des répondants est prête à retourner au Nigéria dans moins de 3 mois si les conditions sont réunies. A l'issue de l'enquête, on note que 32% des réfugiés n'ont, pour le moment, pas l'intention de retourner au Nigéria. Outre la sécurité, l'alimentation, l'accès aux activités génératrices de revenu et ou opportunité d'emploi sont les principaux besoins des réfugiés ayant l'intention de retourner. La présence du nombre important de femmes réfugiées, d'enfants, personnes âgées doit être tout particulièrement prise en compte pour les opérations du rapatriement volontaire. Une place de choix devra être réservée à la résolution des conflits liés aux logements, terres et biens (LTB) quand on sait que 92% des propriétaires ne disposent d'aucun document qui justifie que le bien leur appartient contre 8% qui ont soit un titre foncier, une attestation villageoise ou un acte notarié. Par ailleurs, les réfugiés enquêtés souhaitent majoritairement être tenus informés de l'évolution de la situation sécuritaire et du plan de rapatriement facilité.